



GROUPE DES
NATIONS UNIES
POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE
.....

Six transitions: Les voies d'investissement pour atteindre les ODD

Septembre 2023

I. Les objectifs interdépendants exigent une politique intégrée

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le résultat des délibérations les plus inclusives et les plus étendues de l'histoire de l'humanité. Audacieux, vastes et ambitieux, les 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés par tous les leaders mondiaux en tant qu'éléments essentiels de l'avenir durable que nous voulons ; d'un monde transformé pour le bien de l'humanité.

Ces objectifs sont profondément interconnectés - toute action prise pour atteindre l'un d'entre eux peut faire progresser d'autres objectifs. Cela signifie qu'une approche politique intégrée est nécessaire pour atteindre les ODD - une approche qui explore les synergies et les compromis liés à l'adoption d'une certaine voie. Cela revient à résoudre un Rubik's cube, où il est impossible de trouver une solution en se concentrant sur un seul côté à la fois : tous les côtés doivent être considérés conjointement si l'on veut résoudre l'énigme.

Cependant, les pratiques de développement dominantes - et en grande partie nos institutions, nos marchés, nos incitations à l'investissement et nos processus politiques - favorisent les approches fragmentées. Par conséquent, des stratégies et des processus divergents et contradictoires se multiplient, avec des cadres de planification, de politique et de réglementation inégalement alignés avec les objectifs. Les projets d'investissement sont peu axés sur des modèles durables à long terme, les budgets sont sous-optimaux, les capacités publiques d'intégration sont faibles et les technologies ne sont pas suffisamment exploitées, tandis que l'augmentation des risques et les poly-crisis interconnectées limitent la capacité à remettre en question les solutions habituelles, ce qui perpétue le statu quo.

Ce décalage entre nos ambitions du 21^e siècle et nos structures et processus hérités du 20^e siècle signifie que la réalisation des ODD est actuellement un objectif lointain. À mi-parcours de 2030, seuls environ 15 % des objectifs sont sur la bonne voie ; près de la moitié, bien que progressant, sont modérément ou gravement en retard ; et environ 30 % n'ont pas évolué ou ont reculé par rapport à la base de référence de 2015. Au rythme actuel, seuls 30 % des pays atteindront l'ODD n° 1 relatif à la pauvreté d'ici 2030. La faim a augmenté et est revenue aux niveaux de 2005. L'égalité entre les hommes et les femmes est encore à 300 ans.

L'enjeu est trop important et la transformation est une question d'extrême urgence. La priorité la plus urgente pour les dirigeants politiques est de veiller à ce que l'approche intégrée devienne universelle afin que les modèles économiques et les processus politiques soient réformés conformément aux ambitions, et que les investissements soient mobilisés à une grande échelle pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

II. Transitions pour un impact systémique

Les études sur les ODD ont convergé sur **les points d'entrée transformateurs - ou transitions clés - qui peuvent avoir des effets catalyseurs et multiplicateurs sur l'ensemble des ODD** et un impact déterminant sur la réalisation des objectifs. Ils sont

notamment : (1) les systèmes alimentaires ; (2) l'accès à l'énergie et son caractère abordable ; (3) la connectivité digitale ; (4) l'éducation ; (5) l'emploi et la protection sociale ; et (6) le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

Ancrées dans les 17 objectifs, ces transitions ne sont pas un nouvel agenda. Elles représentent plutôt **un cadre d'organisation utile** qui met en lumière les voies d'investissement pour accélérer le progrès des ODD au sein de chaque pays, avec le contexte national qui détermine le niveau de priorité et l'action accordée à chaque domaine. Cela assurera une meilleure convergence entre les points d'entrée les plus pertinents pour accélérer la réalisation des ODD, en encourageant l'engagement des donateurs et en améliorant l'alignement des efforts et des investissements significatifs déjà entrepris dans ces domaines par les pays, les entreprises, la société civile, les villes et les acteurs locaux, avec l'appui du financement du développement.

Chacune de ces transitions clés nécessite **la prise en compte de multiples leviers politiques englobant les dimensions économiques, sociales et environnementales**, c'est-à-dire des mesures qui prennent en compte la nature intégrée des ODD et du Programme 2030. Cela permet d'assurer que, collectivement, les efforts sont multiplicateurs et que tous les acteurs politiques renforcent le travail les uns des autres. De plus, puisque les ODD sont interconnectés, ces six transitions le sont également. Par exemple, en tant que contributeurs importants aux émissions de gaz à effet de serre, les systèmes énergétiques et alimentaires sont étroitement liés au changement climatique, à la perte de biodiversité et à la pollution. Ainsi, la réussite de ces transitions nécessite également une transformation des modèles économiques, des marchés, des mesures incitatives et des politiques traditionnelles et cloisonnées au sein de tous les pays.

Le succès de ces transitions se mesure essentiellement à leur impact sur tous les membres de nos sociétés. Celles-ci doivent être **justes et équitables**, avec les droits de l'homme, l'égalité des sexes et le principe de ne laisser personne de côté étant les éléments fondamentaux de leur conception. Par exemple, la transition des systèmes alimentaires ne peut avoir lieu que si elle s'attaque de manière intégrale et mesurable à l'insécurité alimentaire dont souffrent de manière disproportionnée les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales. La couverture universelle des soins de santé doit être une priorité dans la transition de l'emploi et de la protection sociale. Ce n'est que lorsque l'énergie est systématiquement disponible aux groupes les plus défavorisés qu'elle peut être considérée comme pleinement accessible et abordable.

Les transitions ne peuvent être réalisées sans moyens efficaces de mise en œuvre, y compris des progrès radicaux dans l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation, en comblant le déficit de données et en renforçant la localisation des ODD. Cela implique également de renforcer la gouvernance en transformant les infrastructures politiques et réglementaires et en améliorant les **capacités du secteur public national** à mettre en œuvre les mesures politiques et à mobiliser les investissements nécessaires pour les projets en attente qui sont prêts à être mis sur le marché. Ce dernier point nécessite un élément critique, à savoir la **transformation du financement**. Avec un déficit estimé à environ 4,2 billions de dollars par an, les ODD nécessitent une augmentation considérable des flux financiers, qui passeront de milliards à des billions.

La principale source de financement pour les pays reste le budget national, ce qui implique un suivi plus systématique et un alignement du système de financement sur les besoins de financement du développement durable par l'intermédiaire des cadres financiers nationaux intégrés. Mais les fonds publics ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs. De plus, les budgets nationaux des pays en développement sont épuisés après la réponse fiscale massive de ces deux dernières années pour compenser les impacts négatifs de la pandémie de la COVID-19, de la guerre en Ukraine et de l'urgence climatique. Les lacunes restantes devront être comblées par une meilleure mobilisation de tous les flux de financement - publics et privés, nationaux et internationaux - y compris des institutions financières internationales, des banques de développement multilatérales, du secteur privé, de l'aide officielle au développement, des fondations philanthropiques, des transferts de fonds, d'entre autres ; par la restructuration des dettes et la suppression des barrières commerciales.

III. Actions motrices du Groupe des Nations Unies pour le développement durable

Les réformes du Groupe des Nations Unies pour le développement durable ont transformé sa capacité à soutenir les pays dans la mise en œuvre des ODD. **Sous la direction des Coordinateurs résidents, les équipes de pays des Nations Unies sont désormais idéalement positionnées pour agir en tant que catalyseurs afin de promouvoir les six transitions**, en s'appuyant sur les points d'entrée optimaux qui découlent de leurs contextes nationaux respectifs.

L'optique des six transitions - et la masse critique d'expertise politique intégrée derrière chacune d'entre elles - permettra aux Coordinateurs résidents et aux équipes de pays des Nations Unies de mieux travailler ensemble pour aider les pays à débloquer les transformations rapides et nécessaires à la réalisation des objectifs d'ici à 2030. En tant qu'arbitres neutres et fiables, les Coordinateurs résidents peuvent mobiliser l'expertise et les réseaux de l'ensemble du Groupe des Nations Unies pour le développement durable et réunir les gouvernements et toutes les parties prenantes dans le cadre d'un partenariat afin d'accélérer le progrès des ODD. Cela signifie que les équipes de pays des Nations Unies sont désormais particulièrement bien placées pour relier les points d'entrée pertinents aux ambitions et aux priorités nationales, tout en veillant à ce que les mesures de planification collectives et spécifiques aux entités de l'ONU permettent aux partenariats politiques et financiers de faire de ces objectifs une réalité. Les "Analyses communes de pays" et "Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable", basés sur des observations et des statistiques, reflètent déjà cette revitalisation, avec une capacité renforcée d'aider les pays à relever les défis complexes et interconnectés des ODD.

Dans chaque domaine, les équipes de pays des Nations Unies vont faciliter et mettre en œuvre quatre **actions "motrices"** au niveau national, en s'appuyant sur les efforts régionaux et mondiaux et en les soutenant. Premièrement, les Coordinateurs résidents et les

équipes de pays des Nations Unies vont conduire les changements dans les **structures politiques et réglementaires**, en allant au-delà des approches sectorielles habituelles. Deuxièmement, les Coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies faciliteront l'identification et le développement de **réserves** de projets nationaux bancables et prêts à être commercialisés, avec la participation des secteurs public et privé, notamment en donnant accès à une expertise reconnue à l'échelle mondiale. Troisièmement, les Coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies convoqueront tous les acteurs concernés pour mobiliser les financements nécessaires auprès de toutes les sources - donateurs traditionnels, banques de développement, marchés des capitaux, fondations philanthropiques et transferts de fonds - afin de contribuer à la mise en place d'une **"salle de négociations"** - une combinaison de financements comprenant des instruments innovateurs - pour chacune des transitions. Quatrièmement, les Coordinateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies s'engageront à renforcer les capacités à grande échelle pour soutenir les institutions publiques et la société civile dans ce processus, en garantissant une augmentation continue des capacités sur la durée afin de renforcer et de maintenir ces investissements.

Au niveau mondial, le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD a été transformé pour accompagner ces transitions, en créant et en capitalisant de nouvelles opportunités de financement. Un tel soutien catalyseur aux équipes de pays des Nations Unies sera essentiel pour obtenir des résultats au niveau national. En outre, les mécanismes intergouvernementaux régionaux et les plateformes de coordination de l'ONU renforcées facilitent les dialogues politiques multilatéraux autour de ces sujets clés, ainsi que des réponses collaboratives et cohérentes aux priorités et aux besoins des pays.

Le Sommet sur les ODD - à mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030- représente une occasion cruciale de remettre les ODD sur la bonne voie et de garantir les avancées et les engagements collectifs nécessaires pour accélérer la réalisation des objectifs et contribuer à créer l'avenir que nous souhaitons. Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable reste le meilleur atout mondial pour soutenir les pays dans ce processus et s'engage à s'améliorer continuellement pour accélérer le changement.

*** Traduction non officielle.

